

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 42 (1901), p. 361-372

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1901__42__361_0

© Société de statistique de Paris, 1901, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 11. — NOVEMBRE 1901.



I.



PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 OCTOBRE 1901.

SOMMAIRE. — Adoption du procès-verbal de la précédente séance. — Nécrologie. — Présentation des ouvrages par M le Secrétaire général. — Communication de M des Essars sur l'incidence des droits de douane; discussion : MM. Delatour, Levasseur, Schelle, Raffalovich, Yves Guyot, des Essars. — Résumé, par M. Cauderher, de son étude sur la loi qui règle les naissances. — Quelques mots sur la session de l'Institut international de statistique à Buda-Pesth.

La séance est ouverte à 9 heures sous la présidence de M. Mercet, vice-président, remplaçant M Edmond Duval, président, empêché

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté

M. le PRÉSIDENT annonce à la Société le décès de deux de ses membres : MM. Vauthier et Badon-Pascal. M Vauthier, décédé à 87 ans, avait conservé jusqu'à la fin de sa vie une remarquable activité d'esprit, témoin son dernier travail, *La Prévision en statistique*, paru dans les numéros de septembre et d'octobre 1901 du Journal de la Société et dont il avait corrigé les épreuves huit jours avant sa mort. Sa vie mouvementée lui avait permis d'étudier sur place bien des questions. Ingénieur des Ponts et Chaussées, puis conseiller municipal de Paris pendant 18 ans, les services qu'il a rendus avec compétence et autorité sont incontestables et des plus variés. Il appartenait à notre Société depuis 18 ans, — M Badon-Pascal, des nôtres depuis quelques années seulement, était très apprécié dans le monde spécial des assurances. Il dirigeait depuis 32 ans le *Journal des Assurances* et avait fondé, en 1888, sous le titre : *Du Droit financier*, un recueil très connu, qui traitait les questions financières et dont il était resté le rédacteur en chef. La Société s'associe aux regrets exprimés par M. le Président.

M le Président annonce que M Fernand Faure a été nommé Directeur général honoraire de l'Enregistrement et M. Breton (Georges), Directeur de l'Office national des brevets et marques de fabrique.

Mention spéciale est faite de la récompense décernée à M. Bellom par l'Académie des sciences morales et politiques (une des médailles d'or du prix Audéoud), pour son remarquable ouvrage : *Les Lois d'assurances ouvrières*.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL présente les ouvrages adressés à la Société. En fait d'ouvrages signés du nom de leurs auteurs, il faut mentionner : *Le Marché financier* pour 1900, par M. Raffalovich ; — *Le Crime dans la famille*, par M. Albanel ; — *Un Cri d'alarme*, par M. Vauthier ; — *La Houille britannique*, par M. Lozé ; — *Du Contrat de travail dans les mines saxonnes*, par M. Bellom ; — *Le Change espagnol en 1901*, par M. Kleinman ; — *La France se ruine-t-elle ?* par M. Alfred Neymarck, qui met à la disposition de ses collègues un certain nombre d'exemplaires de son intéressante étude ; — *La Population de l'Italie*, d'après les résultats du recensement de 1901, par M. Raseri ; — *La Revue abrégée des principales maladies épidémiques en Russie en 1899*, par M. le Dr Schildomsky ; — *Notre Commerce avec la Scandinavie*, par M. Hitchcoq, chef du bureau statistique de Washington ; — *Répartition, par départements français, de la consommation du charbon, suivant son origine* (française, américaine ou étrangère), publiée, sous forme de carte, par la Compagnie américaine de charbon et de navigation ; — *Le Répertoire bibliographique des principales Revues françaises* (3^e volume), par M. D. Jordell. On sait l'intérêt que présente ce Répertoire et toute l'utilité qu'on en retire.

On trouvera plus loin, page 395, la liste des très nombreux documents officiels parvenus depuis les vacances.

La parole est donnée à M. DES ESSARS pour la lecture de sa communication intitulée : *L'Incidence des droits de douane*, qui paraîtra dans un prochain numéro. La discussion est ouverte.

M. DELATOUR dit que la question de l'incidence des droits de douane est si obscure et si délicate, qu'il croit que M. des Essars aurait pu s'en tenir à l'étude de leur influence sur les prix de gros. Dans les prix de détail, on rencontre, pour un même objet, des variations de prix telles, qu'on ne peut plus leur attribuer des causes économiques ; ainsi, l'alcool dénaturé peut s'obtenir au prix de 0 fr. 40 c. le litre ; dans les épiceries, on le vend de 0 fr. 60 c. à 1 fr. 80 c. le litre, et cet exemple n'est pas unique.

M. LEVASSEUR ajoute que M. Lamouroux, membre du conseil municipal de Paris, a fait une enquête sur les prix à Paris et qu'il a constaté qu'ils varient dans de grandes proportions d'une maison à l'autre.

M. SCHELLE dit que si on considère les prix de gros des objets taxés pendant une série d'années, il s'établit une compensation et qu'en général on retrouve à peu près le droit entre les prix des marchés libres et des marchés protégés. Les chiffres donnés par M. des Essars, qui se rapportent à un jour donné, ne peuvent mettre en évidence ces compensations.

M. LEVASSEUR trouve la question très intéressante, mais il ne voit clairement l'influence du droit que sur le prix du blé et il y aurait intérêt à rechercher ce qu'il en est pour d'autres marchandises en suivant la méthode indiquée par M. Schelle.

M. RAFFALOVICH dit que l'Institut international de statistique se préoccupe de la répercussion des droits de douane. La méthode qu'il compte suivre pour ses investigations consiste à considérer des articles isolés dans les différents pays, à en comparer les prix et à chercher les causes des écarts. On examinera surtout les articles de grande consommation : chapeaux, chaussures, coton, fer, etc.

En ce qui concerne les fers, M. Philippovich a fait une enquête en Autriche et il a remarqué que le droit sur les fontes se retrouve dans toutes leurs transformations. Les métallurgistes, par des syndicats, défendent leurs prix et arrivent à dominer la consommation. Il en a conclu que le consommateur aurait grand avantage à la suppression du droit sur les fontes et à son remplacement par un droit sur les fers.

D'autres recherches ont été faites et on a constaté que le prix du pain à Bruxelles est de 25 p. 100 au-dessous du prix de Paris. En Hollande, on a comparé les prix de deux localités voisines, l'une située en territoire hollandais, l'autre en territoire allemand, et on a trouvé que pour les mêmes objets il fallait dépenser 21 marks en Hollande, marché libre, et 28 marks en Allemagne, marché protégé, bien que certains articles importants, tels que le charbon, soient moins chers en Allemagne qu'en Hollande.

Des recherches de ce genre, dit en terminant M. Raffalovich, sont le meilleur moyen de combattre le protectionnisme.

M. Yves GUYOT, contrairement à M. Delatour, pense que la comparaison des prix de détail entre marchés libres et marchés protégés est indispensable ; il a fait à ce sujet une enquête à Londres et à Paris et il a trouvé des résultats qui concordent assez bien avec ceux de M. des Essars. Toutefois, à Londres, il y a deux prix, le prix du catalogue, que l'on peut appeler le prix fort, et le prix que paient les ouvriers, qui est sensiblement moindre.

À Londres, l'abondance des denrées de toute sorte fait qu'elles réagissent les unes sur les autres. Le poisson, notamment, qui subit la concurrence de la viande, est à très bon marché ; on trouve, par exemple, du turbot et du saumon à 0 fr. 80 c. la livre, alors qu'en France ils valent quatre fois plus cher. Sans les droits, une partie de ces poissons se vendraient à Paris, les Anglais paieraient un peu plus et les Français beaucoup moins.

M. DES ESSARS a la parole pour répondre aux observations faites sur sa communication.

A M. Delatour, il dit que le fait qu'il a bien voulu lui signaler ne lui avait pas échappé et que c'est pour cela qu'il a étudié le prix des marchandises en gros au Havre et à Liverpool, mais que les conséquences qu'on peut tirer de cette étude ne sont pas de nature à frapper le public, qui se soucie peu de ce qui se passe entre négociants, tandis qu'il est fort intéressé à ce qui touche sa bourse, c'est-à-dire aux prix de détail.

A M. Schelle, il répond qu'il est possible qu'il se produise pendant une longue suite d'années une compensation comme cela a lieu pour le blé, mais que, très vraisemblablement, elle n'a pas lieu pour les prix de détail, étant donnée la majoration que subissent les marchandises entre les mains du détaillant ; qu'au surplus, il y a un fait incontestable, c'est que les prix de détail sont beaucoup plus élevés sur les marchés *protégés* que sur les marchés *libres* et qu'il en résulte une grande diminution de bien-être pour les peuples soumis au régime de la protection.

La discussion étant épuisée, M. le PRÉSIDENT donne la parole à M. Cauderlier, qui demande à lire le résumé d'une étude plus étendue intitulée : *La Loi qui régle les naissances*, qui paraîtra dans un prochain numéro.

M. CAUDERLIER s'exprime dans les termes suivants :

J'ai montré dans une étude précédente que les coefficients de natalité et de fécondité légitime sont trop complexes pour pouvoir conduire à la loi qui régle les naissances et qu'il faut étudier le coefficient de fécondabilité (1).

J'ai montré aussi que les coefficients de fécondabilité sont au nombre de près de 30 000 dès que nous voulons tenir compte de la variation annuelle due à l'âge du père, de la mère et à la durée du mariage. Le nombre devrait encore être considérablement augmenté si on voulait tenir compte de l'influence de l'habitat. Il suit de là qu'il est impossible, dans l'état actuel de la science, de déterminer directement, par l'observation, les valeurs absolues des coefficients de fécondabilité.

Mais nous n'avons pas besoin, pour trouver la loi des naissances, de connaître les valeurs absolues de la fécondabilité, mais seulement la cause de leurs variations, ce qui nous permet de simplifier le problème en recherchant un coefficient nouveau qui ait les mêmes variations que le coefficient de fécondabilité.

J'ai appelé indice de fécondité ce coefficient intermédiaire et je montre dans mon travail comment je construis la formule qui sert à le calculer. J'ai appliqué cette formule à sept pays et provinces, savoir : le Wurtemberg, l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, la Prusse, la France et le département de la Vienne (Haute-).

Les résultats de ces calculs sont reproduits sur la première page de l'Atlas (2)

(1) C'est-à-dire la fécondité de la femme suivant son âge et la durée du mariage. (V. numéro de février 1901, p. 58.)

(2) Cet atlas, dont M. Cauderlier met généreusement à la disposition de la Société 250 exemplaires, sera distribué en même temps que le numéro du Journal qui renfermera la fin de l'étude annoncée.

sur laquelle, pour chaque pays, le trait fin continu représente l'indice de fécondité annuelle. Le trait pointillé représente la fécondité moyenne par périodes inégales ; celle-ci est obtenue en appliquant la loi des compensations de M. Levasseur, c'est-à-dire en reportant chaque fois l'excédent de la partie compensatrice sur la partie perturbée qui la précède immédiatement. Le trait gros représente la moyenne normale pour de longues périodes. Il est obtenu ici en prenant la moyenne générale de plusieurs traits pointillés.

Enfin, pour le Wurtemberg et la Vienne (Haute-), nous avons reproduit à la même échelle proportionnelle les variations de la natalité, mais en les reculant d'une année pour les mettre en rapport avec les indices de fécondité, qui sont calculés à l'aide des conceptions légitimes qui ont eu lieu neuf mois auparavant.

En étudiant ce diagramme, on remarque que les variations de la natalité et de l'indice de fécondité ne concordent pas du tout.

Ainsi, pour la Vienne (Haute-), la natalité augmente de 1859 à 1874 et diminue de plus de 30 p. 100 de 1874 à 1889, tandis que l'indice de fécondité reste constant ou à peu près.

Pour le Wurtemberg, la natalité augmente beaucoup de 1864 à 1873, tandis que l'indice de fécondité diminue ; et de 1873 à 1887 la natalité diminue de plus de 30 p. 100, tandis que l'indice de fécondité reste constant. Cela prouve, par un exemple frappant, que l'étude directe de la natalité ne peut conduire qu'à des résultats erronés.

En second lieu, nous observons que les courbes normales de fécondabilité sont représentées par une ligne droite horizontale pour l'Angleterre, la Belgique et le département de la Vienne (Haute-), c'est-à-dire que, pour ces trois collectivités, la fécondabilité est constante. Ce fait ne pouvant pas être dû au hasard, j'estime qu'il prouve que la *fécondabilité est naturellement une constante que des causes perturbatrices peuvent faire varier.*

Recherchons donc quelle peut être la nature de ces causes perturbatrices. Notre attention sera immédiatement attirée par la France. Il saute aux yeux que l'antagonisme avec la Prusse et la guerre de 1870 ont été les causes perturbatrices qui ont fait tomber la fécondabilité de 5 125 à 4 970 et que l'invasion du phylloxéra et les crises financières ont amené une seconde chute de 4 970 à 4 665. Ce second fait sera confirmé lorsque nous verrons, par l'étude des départements, que la fécondabilité a surtout baissé dans les départements vinicoles.

Le Wurtemberg attire ensuite notre attention. La fécondité normale tombe de 6 045 à 5 321, soit une diminution de 12 p. 100, grâce à la guerre des duchés, à la guerre de 1866, à celle de 1870, grâce encore à la constitution de la Confédération du Sud, à la constitution de l'empire allemand et à l'énorme augmentation de charges militaires et financières qui en sont résultées.

En Hollande, au contraire, la fécondité moyenne augmente beaucoup. De 1857 à 1878, elle reste à 5 238 ; elle monte alors rapidement jusque 5 577, taux qu'elle atteint en 1885 et qu'elle conserve.

Cependant, ce peuple n'a perdu ni sa civilisation, ni sa richesse, ni son esprit d'indépendance, ni ses idées démocratiques, ni son désir de s'élever à un niveau supérieur, bien au contraire ; mais, pendant cette période de 1878 à 1885, le commerce extérieur de la Hollande a augmenté de 1 730 millions de florins, soit plus de 3 milliards 600 millions de francs. Sans vouloir faire une comparaison avec la France, on peut indiquer que cette augmentation, pour une population de 4 millions d'habitants, équivaudrait à une augmentation de 34 milliards pour une population comme celle de la France. Aussi ne faut-il pas s'étonner si la prospérité qui en est résultée a eu pour effet une augmentation générale de la fécondité féminine.

La Prusse nous fournit un second exemple de l'augmentation de la fécondité. La fécondité moyenne est de 5 005 depuis 1859 jusqu'en 1883. Elle monte alors petit à petit jusqu'à atteindre 5 200 en 1888, taux auquel elle reste, grâce au développement extraordinaire de son industrie et de son commerce.

Cette première étude suffit à prouver notre loi, qu'on peut énoncer comme suit :

La fécondité est naturellement une constante, pourvu que les conditions économiques et l'habitat ne varient point, mais nous avons voulu réunir toute une série de preuves confirmatives qui viennent renforcer la preuve principale, et c'est pourquoi nous montrons, dans notre travail :

1° Que notre loi explique les grands phénomènes démographiques constatés en Europe, savoir : la croissance de la natalité de 1841 à 1875 et sa diminution de 1875 à 1895, ainsi que la répartition géographique de la natalité ;

2° Que notre loi explique toutes les variations de la natalité, de la fécondité légitime et de la fécondabilité dans tous les départements français. A l'appui de cette démonstration viennent les treize planches de l'Atlas ;

3° Que notre loi explique toutes les variations de la natalité qui ont été constatées dans les communes de France. Je me sers, pour cette démonstration, des beaux travaux de M. Arsène Dumont.

Le même travail nous montre encore la cause principale de la dépopulation de la France. Après avoir calculé les indices de fécondité pour tous les départements, nous classons ceux-ci en cinq catégories.

La 1^{re} où l'indice est resté constant et le même avant et après la guerre ;

La 2^e où l'indice est plus petit après la guerre, tout en restant constant ;

La 3^e où l'indice est plus grand après la guerre, tout en restant constant ;

La 4^e où l'indice, constant avant la guerre, baisse continuellement après la guerre ;

La 5^e où l'indice baisse continuellement avant la guerre et continuellement après la guerre.

Il est clair que ce sont ces derniers qui doivent nous indiquer quelle est la cause de la chute de leur natalité.

Les départements de la 5^e catégorie sont :

Le Cantal, le Cher, la Corrèze, la Creuse, le Jura, la Nièvre, le Rhône, la Loire-Inférieure, le Tarn.

Dans les deux départements du Rhône et de la Loire-Inférieure, la diminution constante de l'indice de fécondité est due à la présence d'une grande ville, dont la population augmente rapidement.

Mais, pour les autres départements de ce groupe, la diminution de l'indice de fécondité est due à l'émigration des jeunes adultes mâles vers d'autres départements, comme le prouve le relevé suivant fait d'après les neuf recensements réunis :

Départements.	Hommes	
	de 15 à 20 ans.	de 25 à 30 ans.
Cantal	98 720	69 496
Cher	142 518	112 419
Corrèze.	131 406	99 042
Tarn	138 757	102 849
Creuse	113 077	69 418
Jura	118 367	91 027
Nièvre	144 331	109 931

On voit que la différence entre ces deux groupes d'âges dépasse constamment de beaucoup, dans chaque département, ce qui peut être dû à la mortalité, et, par conséquent, qu'il existe dans ces départements une énorme émigration de jeunes hommes de 20 à 25 ans.

Ainsi, l'étude que nous avons faite des départements français confirme non seulement l'action de notre loi des naissances, mais encore elle nous fait connaître la cause spéciale de la France qui fait baisser la fécondabilité et, par suite, la natalité dans un grand nombre de départements. (*Applaudissements.*)

La discussion de l'étude de M. Cauderlier est remise à une séance ultérieure.

M. NEYMARCK, prié de dire quelques mots sur la session de l'Institut international de statistique tenu à Buda-Pesth, du 29 septembre au 4 octobre dernier, se récuse en rappelant que M. Levasseur lui paraît beaucoup plus autorisé que lui-même à

prendre la parole, mais qu'il a l'intention de demander l'insertion, dans le Journal de la Société, d'une communication spéciale à ce sujet (1)

M. LEVASSEUR, vu l'heure avancée, se borne à dire que le Congrès a tenu les promesses du programme, et que si les réunions de ce genre sont fécondes au point de vue scientifique, elles ont encore cet avantage de réunir pendant quelques jours des travailleurs, des savants, des hauts fonctionnaires du monde entier qui ne peuvent que gagner, et gagnent en effet, à se mieux connaître, le tout pour le grand bien de l'humanité.

M. Yves Guyot tient à citer, cependant, trois œuvres qu'il signale comme des plus importantes, parmi celles communiquées à l'Institut international de statistique, à la session de Buda-Pesth. Toutes les trois sont dues à des Français, tous nos collègues, savoir : la Statistique de l'enseignement primaire, par M. Levasseur; la Statistique des métaux précieux, dont l'initiative est due à M. de Foville; la Statistique des valeurs mobilières, par M. Neymarck.

La séance est levée à 11 heures

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Vice-Président
faisant fonctions de président,
E. MERCET.

II.

NÉCROLOGIE.

Trois jours après la séance dont le procès-verbal est publié ci-dessus, nous parvenait la nouvelle de la mort prématurée d'un de nos anciens Présidents, M. Adolphe Coste, et, le samedi suivant, 19 octobre, nous le conduisons à sa dernière demeure, au milieu d'un concours considérable d'amis

Nous ne croyons pouvoir rendre un meilleur hommage à la mémoire du si justement regretté défunt qu'en publiant, *in extenso*, deux des quatre discours qui ont été prononcés sur sa tombe, celui de M. E. Duval, président de la Société de statistique en 1901, au nom de notre Société, et celui de M. Levasseur, au nom de l'Institut international de statistique, du Conseil supérieur de statistique et des autres conseils ou commissions auxquels avait appartenu M. A. Coste.

La Rédaction.

Discours de M. Edmond Duval.

MESSIEURS,

Au nom de la Société de statistique de Paris, j'ai la triste mission de dire l'adieu suprême à l'un de ses plus distingués anciens Présidents, notre affectionné confrère Adolphe Coste.

(1) Voir le présent numéro, p. 376.

Bien mieux que je ne saurais le faire, et avec une autorité que leur donnent leur grand savoir et leur haute situation, d'autres orateurs, dont Adolphe Coste s'honorait d'être l'ami, pourront vous dire quel est l'homme dont nous déplorons la perte aujourd'hui.

Dans toutes les sociétés dont il faisait partie, et elles sont nombreuses, cette mort de notre affectionné confrère va laisser un vide bien difficile à combler.

Adolphe Coste était, en effet, membre de la Société internationale de statistique et de son Comité permanent ;

Fondateur de la Société d'économie populaire avec Burdeau, qui lui confia la tutelle de ses enfants, et dont il défendit la mémoire ;

Membre du Conseil de la Société de tempérance ;

Président de la Société de sociologie ;

Membre de la Société d'économie politique ;

Rapporteur général de la Commission extraparlamentaire de l'impôt sur le revenu ; ce qui lui valut la croix de chevalier de la Légion d'honneur ;

Membre de la Commission extraparlamentaire du cadastre ;

Lauréat du concours Pereire, avec ses travaux sur les questions sociales ;

Etc., etc.

Mais, c'est surtout pour notre Société que la perte est immense.

Nul plus que lui n'était assidu à nos séances, prenant part à toutes les discussions que son érudition, aussi étendue que variée, lui permettait d'aborder ; provoquant lui-même, chaque année, par ses communications si intéressantes, les observations de ses confrères sur les études auxquelles il ne cessait de se livrer.

Depuis 1834, époque à laquelle il est entré à la Société, son labeur a été constant.

Il avait au plus haut degré le sens exact de l'utilité des travaux statistiques ; il savait les varier et diriger ses investigations de manière à fournir aux études de ses collègues des documents originaux et précieux ; et avec une honnêteté parfaite, quand il arrivait à conclure, il ne manquait pas de le faire avec une prudente réserve, s'il n'avait pas pour appuyer ses affirmations des constatations formelles, précises, indiscutables.

C'est la répartition de la richesse et des charges générales qui a été l'objet principal de ses travaux.

Il s'occupait, avec une égale sollicitude, des intérêts des travailleurs urbains et ruraux ; il étudiait leurs salaires, la part des bénéfices du travail et du capital dans l'accroissement de la richesse depuis 50 années.

Il mettait à la recherche de la vérité en toutes choses, l'honnêteté, la patience et l'opiniâtreté de l'homme de bien, soutenu par la pensée que son labeur peut être utile à l'amélioration du sort de tous les travailleurs, et à la pacification des esprits, en permettant de récompenser chacun dans la mesure de sa participation à l'effort général.

Adolphe Coste a accumulé les matériaux où pourront largement puiser ceux que préoccupe le bonheur de tous les travailleurs.

Nos recueils sont remplis de ses œuvres si honnêtement écrites :

1888. *Une Ferme de 100 hectares ;*

1889. *La Répartition des impôts entre contribuables urbains et ruraux ;*

1890. *La Richesse comparative des départements français ;*

1890. *Les Salaires des travailleurs et les revenus de la France ;*

1892. *La Richesse agricole, son avenir en France, les conditions de son développement ;*

1896. *Les Bénéfices comparés du travail et du capital dans l'accroissement de la richesse depuis 50 années ;*

1900. *A propos des lois de la population ;*

Etc., etc.

Je m'arrête, car je pense que ce serait mal honorer la mémoire de cet homme excellent, si laborieux, mais si modeste, que d'insister trop longuement sur les travaux de sa vie entière ; avant de mourir, il a encore songé à ses semblables, et il a magnifiquement doté notre Société pour que, lui absent, son œuvre soit sûrement continuée.

Nous nous efforcerons de n'y point faillir, en ayant sans cesse devant les yeux le souvenir de ce confrère aimable, que nous rencontrions toujours accueillant et courtois, et

qui nous a tracé un si bel exemple du devoir à accomplir, en consacrant sa vie à des études arides dans le seul but d'être utile à ses concitoyens, à sa patrie et à l'humanité.

Adieu, cher et affectionné Confrère, adieu !

A M. Duval succède M. Frédéric Passy, président de la *Société d'Économie politique*, qui, après avoir rappelé que M. A. Coste avait conquis dans cette Société, comme partout, l'estime et l'affection de tous, fait ressortir, avec sa haute autorité, la valeur des travaux du regretté défunt, et termine en disant que l'œuvre de Coste est de celles que les travailleurs sérieux, désireux de renseignements sûrs et précis, vont consulter avec le respect dû aux anciens et aux maîtres.

Discours de M. Levasseur.

MESSIEURS,

Mercredi dernier, quelques membres de la Société de statistique se trouvaient réunis, comme d'ordinaire, dans un dîner de camaraderie, avant la séance mensuelle. « Je ne vois pas Coste », dis-je en entrant. Coste était un des plus assidus à cette réunion. « Il paraît qu'il n'est pas bien portant », murmura un de mes collègues. « Une angine de poitrine », continua un autre. « C'est grave », repris-je. Grave, sans doute, Messieurs; mais nul de nous, alors, ne soupçonna qu'avant la fin de la semaine nous serions devant ce cercueil, rendant les derniers devoirs à un ami et déplorant la perte d'un homme de science, aussi curieux de la vérité que désintéressé, consciencieux et modeste, que la mort enlève prématurément à ses chères études et à notre affection.

Depuis vingt ans, il ne se passait pour ainsi dire pas de mois que nous ne le vissions, fidèle aux soirées de deux sociétés jumelles, ou du moins étroitement alliées, dont les Présidents viennent de rendre hommage à sa mémoire : celle d'Économie politique et celle de Statistique. Il y était entré en 1883 et en 1884. Il prenait fréquemment part aux débats, ne s'imposant jamais, parlant discrètement, mais avec une fermeté de conviction qui ne s'est pas démentie une seule fois. Il était, comme il le dit dans son petit volume : *La Richesse et le bonheur*, dont le titre suffit à indiquer les préoccupations et les illusions généreuses de sa nature, un de ces « esprits sincères qui ne trompent personne et ne se mentent pas à eux-mêmes » On pourrait lui appliquer ce vers du poète :

.... du monde observant la machine,
J'y vois du mal et n'aime que le bien.

Mais ce mal, il ne l'observait pas comme les pessimistes, qui voudraient raser l'édifice social pour le reconstruire à leur fantaisie; il avait foi dans la civilisation et dans le progrès à la continuité et, nous pourrions dire, presque à la fatalité duquel il croyait, et c'est sur le fonds d'institutions et de connaissances déjà acquis par le long labeur des siècles qu'il se plaisait à édifier les réformes, profondément attaché, d'une part, à la liberté individuelle, et, d'autre part, invoquant le concours de l'État et espérant beaucoup de la mutualité, qui réalisait pour lui le troisième terme de la devise républicaine : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Voici une phrase de lui qui donne l'idée de la mesure dans laquelle il comprenait l'évolution sociale : « Autant certains révolutionnaires ont tort de vouloir abolir la propriété, qui est indestructible, autant les conservateurs s'illusionnent en croyant à la perpétuité de ses privilèges. »

Le Président de la Société de statistique vient d'énumérer ses travaux. Ils sont nombreux. Depuis le jour où, en 1888, il s'est fait connaître de nous par son étude sur *Une Ferme de cent hectares*, il a publié une douzaine de brochures sur des sujets intéressants de statistique et d'économie sociale et à peu près autant de volumes, dont les deux der-

niers, *Les Principes d'une sociologie objective* et *L'Expérience des peuples et les prévisions qu'elle autorise*, sont, en quelque sorte, la condensation des études et des méditations de sa vie sur les destinées de l'humanité, sur les causes de son développement et sur la méthode à suivre dans la recherche de cet immense et difficile sujet. Vous savez, Messieurs, que c'est un indice matériel, dénombrable, le *degré de densité des populations agglomérées*, qu'il avait adopté comme principal critérium de ce développement.

Ce n'est pas seulement à la Société d'économie politique et à la Société de statistique qu'il apportait ses idées. Ceux d'entre nous qui l'ont vu à l'œuvre savent quel concours dévoué il a apporté à la *Commission du cadastre*, instituée par le Ministre des finances, et combien il s'intéressait aux travaux de l'*Institut international de statistique* et du *Conseil supérieur de statistique*. Il y a trois semaines, des membres étrangers exprimaient, comme les Français, le regret de ne pas le voir présent à la session de Budapest.

À la dernière session du Conseil supérieur de statistique, il avait proposé d'importantes modifications à l'*Annuaire statistique de la France*; membre de la Commission chargée de préparer ces modifications, il avait pris la part la plus active à la rédaction du nouveau plan et il avait accepté d'en présenter le rapport à la prochaine session : la mort ne lui a pas laissé le temps d'achever cette œuvre, dont le mérite lui revient en grande partie.

Je me fais l'interprète de mes collègues dans ces trois corps pour déposer ici l'hommage de notre affection et l'expression douloureuse de nos regrets.

Sociologue, Coste a abordé les problèmes ardu de la vie sociale et de l'avenir de la civilisation dans lesquels la hardiesse de la synthèse et l'hypothèse des conclusions jouent un grand rôle; ses idées ont été et seront discutées; Coste était le premier à appeler la critique. Statisticien, il a apporté dans tous ses travaux le sentiment de la précision, et c'est sur l'étude numérique des faits qu'il a fondé ses conclusions. Ses travaux resteront et ceux qui les consulteront lui seront reconnaissants de la conscience avec laquelle il les a préparés et de la lumière qu'ils répandent sur de graves questions sociales. Ceux qui, comme nous tous ici, Messieurs, ont été ses collègues et qui sont, pour la plupart, ses vieux amis, sentent quel vide sa mort prématurée fait dans la science et dans nos compagnies et ont le droit, en lui disant ici un dernier adieu, de se plaindre que la mort ait si tôt ravi à nos études et à notre affection un homme qui, lorsque nous l'avons vu pour la dernière fois, avant les vacances, plein de vie, pouvait encore rendre à son pays et à l'humanité de longs et utiles services.

La série des discours est close par celui de M. René Worms, secrétaire général de la *Société de sociologie*, dont M. Coste était président. Le jeune orateur rappelle la part prépondérante prise par le défunt à ce nouveau mouvement des esprits que l'on pourrait appeler le renouveau de la sociologie. À cette occasion, il est amené à rappeler les travaux remarquables et remarqués du défunt, son ardeur pour la justice, sa foi au progrès, et aussi ses qualités de cœur et d'esprit auxquelles il rend un hommage mérité et ému.

Plusieurs journaux, entre autres le *Siècle* et l'*Économiste européen*, ont, dès le lendemain de la mort de M. A. Coste, rendu hommage à sa mémoire, mais la place qui nous est mesurée ne nous permet que de les citer. Nous croyons cependant devoir faire exception pour la Notice que notre collègue M. A. Neymarck consacre à son ami intime et dans laquelle il retrace (1) avec fidélité, en même temps que la physionomie si sympathique de l'homme, les nombreux travaux du savant.

Notice de M. A. Neymarck.

Ce n'est pas aux lecteurs de ce journal que nous avons besoin de dire quel homme de valeur, quel esprit d'élite était M. Adolphe Coste : la mort vient de le ravir brusquement à l'affection de tous, alors que rien ne pouvait faire prévoir un si fatal dénouement.

(1) Voir le *Renlier* du 27 octobre 1901.

Une vieille et solide amitié, qu'aucun nuage n'a jamais obscurcie, nous unissait, et c'est les yeux pleins de larmes que nous nous efforçons de tracer ces lignes comme un faible hommage rendu à l'ami bien cher que nous avons perdu.

*
* *

L'œuvre laissée par A. Coste est considérable. En 1879, il avait publié un livre intitulé : *Les conditions sociales du bonheur et de la force*. Il pensait que quatre grands moyens sociaux peuvent faire le bonheur : « la famille en permanence, le métier intéressant, la vie publique ouverte à tous, l'union spirituelle dans une doctrine de foi, d'espérance et de charité ».

En 1882, son *Hygiène sociale contre le paupérisme* avait obtenu un des prix du grand concours ouvert par M. Isaac Péreire pour rechercher les causes de la misère et améliorer le sort de ceux qui souffrent. En 1886, M. A. Coste publiait, en collaboration avec M. Burdeau, dont il fut l'ami fidèle, les *Questions sociales contemporaines*, ouvrage dans lequel il analysait les mémoires envoyés à ce concours et en dégagait les principales pensées. Il avait été aussi, avec M. Burdeau, un des fondateurs de la Société d'économie politique populaire ; il pensait qu'il était utile de donner à ceux qui travaillent, qui peinent et qui souffrent, de saines notions d'économie politique, pour les mettre en garde contre de fausses théories sur le capital, sur l'épargne, sur le salaire ; il obéissait encore à cette pensée, en publiant *Alcoolisme ou épargne*, dilemme social, *La Richesse et le Bonheur*, ouvrages d'un petit format et de quelques pages, mais considérables par les idées élevées et les conseils qu'il renferment, par la haute moralité qui s'en dégage. La Société de tempérance, dont le Conseil d'administration comptait M. Coste parmi ses membres, avait couronné cette œuvre populaire que grand nombre de patrons, chefs d'usines et d'ateliers ont répandue et mise entre les mains de ceux qu'ils emploient. En 1889, dans son *Nouvel exposé d'économie politique et de physiologie sociale*, il s'appliquait à démontrer la nécessité de dégager la science économique d'une distinction subtile, faite par certains, entre l'économie politique pure et l'économie politique appliquée. « Quand on fait de l'arpentage, disait-il, on ne cesse pas de faire de la géométrie. Il ne faudrait pas non plus que, dans l'ordre social, quand on fait de la législation, de l'administration, de la fiscalité, on cessât de faire de l'économie politique positive. » Pendant cette même année, il fut le secrétaire général du *Congrès international monétaire*, présidé par M. Magnin, gouverneur de la Banque de France : il en publia le compte rendu critique : ce travail est et sera toujours consulté pour sa précision et sa netteté.

Nous avons encore de lui diverses brochures soit sur des questions de statistique agricole : *Une ferme de cent hectares* ; *Les salaires des travailleurs et le revenu de la France* ; *L'avenir de la richesse agricole en France* ; ou bien encore sur des questions de crédit : *La richesse comparative de la France* ; *Les bénéfices comparés du travail et du capital dans l'accroissement de la richesse depuis 50 ans* ; *Le crédit industriel à long terme* ; *L'hypothèque mobilière et l'organisation du crédit mobilier* ; *Pourquoi trente ans de monopole ? Observations sur la Banque de France*, etc. Ces travaux furent l'objet de communications dans les sociétés savantes dont il faisait partie ; ils présentent le plus vif attrait et ont donné lieu à des discussions animées, car on savait avec quelle probité scientifique, scrupuleuse ils étaient conçus.

*
* *

L'œuvre maîtresse de M. A. Coste, à laquelle on aura souvent recours, sera tout d'abord, à notre avis, son magistral *Rapport général au nom de la Commission extraparlamentaire de l'impôt sur les revenus*, rapport, « d'une clarté saisissante et d'une grande vigueur de pensée », suivant les expressions mêmes du Président de la Commission, alors ministre des finances, M. G. Cochery ; puis les deux volumes qu'il fit paraître en 1899 et en 1900, intitulés : « *Les principes d'une sociologie objective ; l'Expérience des peuples et les prévisions qu'elle autorise.* »

Nous avons dit, dès l'apparition de ces ouvrages, le bien qu'ils méritaient, tout en présentant quelques objections et réserves. *Les principes d'une sociologie objective* sont

l'esquisse générale d'une science sociale. *L'Expérience des peuples et les prévisions qu'elle autorise* développe les principes contenus dans ce premier volume, expose et discute des questions de fait.

La « sociologie et les sociologues » trouveront là, désormais, un plan d'études admirablement tracé, tout un corps de doctrines nettement définies. *Les principes d'une sociologie objective* seront, sans doute, longtemps discutés et controversés par nombre d'économistes, mais ils seront une source précieuse d'informations et d'idées pour les sociologues de l'avenir.

*
**

En même temps qu'il préparait et publiait ces ouvrages de si grande valeur, A. Coste collaborait au journal *Le Soir*, et, avec le regretté A. Burdeau, au journal *Le Globe*. Pendant plus de quinze années, de 1878 à 1893, il écrivit, soit dans ce journal quotidien, soit dans ce recueil économique hebdomadaire, les études les plus variées sur les finances et le crédit, les chemins de fer, la statistique, l'agriculture, la législation des sociétés, la philosophie, la morale, etc. Dans ces articles écrits, en quelque sorte au jour le jour, on retrouve toujours le même esprit scientifique, la même vigueur de pensée, la même netteté dans l'expression et le souci constant de la vérité.

Il était impossible de connaître A. Coste sans être attiré par cette nature d'élite, douée de si belles qualités : droiture dans le caractère, élévation et délicatesse dans les sentiments, bonté charmante, qualités rehaussées de celle qui en consacre le vrai mérite : une extrême simplicité et une rare modestie.

Ses relations étaient empreintes d'un véritable charme ; tout le monde était gagné par sa douce affabilité, son cœur affectueux et bon. Il a fait beaucoup de bien, mais sa bonté discrète évitait le bruit, fuyait l'ostentation, comme un manque de dignité et de fierté. Il ne demandait pas les honneurs, n'ambitionnait pas les distinctions. Coste aimait le travail pour lui-même, pour la satisfaction qu'il procure, pour le bien qu'il peut rendre, pour le devoir accompli.

Il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur par M. Poincaré, alors ministre des finances, qui avait pu apprécier de près notre ami regretté dans la Commission de l'Impôt sur les revenus et dans celle du Cadastre. « Ce n'est pas seulement, disait M. Poincaré à la Commission de l'Impôt sur les revenus, la récompense de travaux très nombreux et très remarquables ; c'est aussi, je crois, un peu une satisfaction pour la Commission tout entière. J'étais certain que cette nomination serait bien accueillie par vous tous. »

Aucune science ne lui était étrangère : il a innové dans plusieurs. Nos confrères de la Société de statistique et de la Société d'économie politique savent-ils qu'il a travaillé à une nouvelle classification botanique ? Il cachait sa science. Il traitait les questions économiques avec une grande ampleur, une grande largeur de vues. Les théoriciens pouvaient reconnaître en lui un homme de pratique : les praticiens reconnaissaient en lui le savant qui a étudié tous les systèmes.

*
**

Lorsqu'il fut appelé, en 1893, par le suffrage unanime de ses confrères, à la présidence de la Société de statistique de Paris, où il succédait à un maître éminent, M. Th. Ducloux, qui venait d'occuper la présidence avec un vif éclat et avait rendu à la Société de signalés services, il se défendait, avec une humble modestie, contre le grand honneur qui lui était fait. « Je ne suis, disait-il, ni haut fonctionnaire d'aucune administration publique, ni professeur d'aucune faculté, ni spécialiste émérite dans aucune branche professionnelle. Je n'ai à mon actif qu'un peu de philosophie, et j'en ai gardé quelque scepticisme à l'égard des doctrines trop absolues et des systèmes trop exclusifs ; mais, par cela même, l'importance de la statistique, cette science des faits, m'est apparue d'autant plus grande, et la probité scientifique, que j'ai toujours été heureux de constater ici, m'a inspiré un profond respect et une affection presque filiale pour notre Société. » Il traçait ensuite le rôle et les services que la statistique pouvait rendre : « Nous sommes, en quelque sorte, les comptables de la nation et nous nous employons à renseigner tous les intéressés sur la marche de la grande usine nationale... » Puis il exprimait le vœu que la Société de

statistique, à l'exemple de l'Académie française, qui, par la publication périodique de son Dictionnaire, travaille constamment à l'« inventaire de la langue française », procédât, elle aussi, « à une œuvre persévérante et continue, qui ferait à la longue, autorité dans le monde entier, je veux parler d'un inventaire périodique de la richesse nationale ». Si A. Coste avait pour la Société de statistique une affection filiale, et ses dernières volontés en donnent un éclatant témoignage, nous pouvons dire que, dans cette Société, comme à la Société d'économie politique, à la Société d'études économiques, à la Société de sociologie, à l'Institut international de statistique, dans les grandes commissions dont il faisait partie (Commission extra-parlementaire de l'impôt sur les revenus, Commission du cadastre, Conseil supérieur de statistique, etc.), partout où cette belle et grande intelligence a pu se manifester, partout on rendait justice à son mérite, partout il sera regretté, partout il était aimé.

Dans un de ses ouvrages, où il a donné, suivant son habitude, un tour si original et si personnel à des idées qui semblent appartenir à tous et qu'expriment seuls les hommes supérieurs, A. Coste écrivait (1) :

« Le devoir est la dette de l'individu envers sa personne, sa famille, ses associés, sa commune, sa corporation, sa patrie, — pour les droits et les avantages que lui et les siens en ont tirés, en tirent ou en tireront.

« Faire son devoir, c'est agir à la fois pour le bien général et dans son propre intérêt. Ne pas faire son devoir, c'est, en quelque sorte, renoncer aux avantages qu'on était en droit d'espérer et s'exposer, suivant le cas, à l'infortune et à la souffrance, à l'abandon de sa famille et au chagrin de l'isolement, aux pénalités de la loi, au mépris public, aux regrets et aux remords de sa conscience : châtimens qui, pour être parfois secrets et invisibles, n'en sont pas moins sévères. »

Nous pouvons dire que notre ami regretté a mis en pratique ces belles pensées : il a accompli, avec la sérénité de sa conscience, tout son devoir et il emporte avec lui les profonds regrets et l'estime de tous.

